

# Rapport de monitoring 2018 du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent

Juin 2019



Sicherheitsverbund Schweiz  
Réseau national de sécurité  
Rete integrata Svizzera per la sicurezza



<b>1. Contexte</b>	<b>4</b>
<b>2. Méthodologie</b>	<b>6</b>
<b>3. Organe de coordination nationale (Mesure 16 du PAN)</b>	<b>8</b>
<b>4. Programme d'impulsion national (Mesure 17 du PAN)</b>	<b>10</b>
<b>5. Mise en œuvre – état des lieux</b>	<b>12</b>
<b>6. Bilan</b>	<b>18</b>
<b>7. Annexes</b>	<b>20</b>
7.1 Aperçu des projets et programmes mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)	21
7.2 Enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN) – formulaire	43

# 1. Contexte

La prévention de la radicalisation fait partie intégrante de la stratégie de la Suisse pour la lutte antiterroriste<sup>1</sup> du 18 septembre 2015. C'est dans ce contexte que le plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN), élaboré sous la conduite du délégué du Réseau national de sécurité (RNS), a été adopté à l'unanimité le 24 novembre 2017 par les présidences de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CC-DJP), de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), par l'Union des villes suisses et par l'Association des communes suisses. Le Conseil fédéral a pris acte du PAN en décembre 2017 et a alors annoncé son intention d'adopter un programme d'impulsion d'une durée de cinq ans pour appuyer sa mise en œuvre. Au total, 26 mesures ont été définies dans les cinq domaines d'action suivants : connaissances et expertise, collaboration et coordination, lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes, désengagement et réintégration, collaboration internationale. Le PAN concerne toutes les formes de radicalisation et d'extrémisme violent. La mise en œuvre de ces mesures relève en grande partie de la compétence des autorités locales et de la société civile et est suivie par l'organe de coordination nationale<sup>2</sup>, le groupe d'accompagnement stratégique<sup>3</sup> et l'organe politique de surveillance<sup>4</sup>.

Le but de ce rapport est de présenter l'état de la mise en œuvre du plan d'action national plus d'une année après son adoption et par conséquent d'identifier les domaines dans lesquels elle est incomplète.

---

<sup>1</sup> [Stratégie de la Suisse pour la lutte antiterrorisme](#), 18 septembre 2015

<sup>2</sup> L'organe de coordination national est établi au sein du RNS.

<sup>3</sup> Le groupe d'accompagnement stratégique est composé de représentants de la Confédération, des cantons, des communes et des villes.

<sup>4</sup> L'organe politique de surveillance est composé des représentants du Département fédéral de justice et police, de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police, de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales, de l'Association des communes suisses et de l'Union des villes suisses.

## 2. Méthodologie

Ce rapport contient une analyse de la mise en œuvre des 26 mesures par domaine d'action, en y présentant quelques exemples de projets, programmes et instruments introduits dans le cadre du PAN depuis son adoption. La liste détaillée de ces projets figure en annexe. Celle-ci a été permise par une collecte d'informations effectuée dans toute la Suisse et auprès des représentants des trois échelons politiques ainsi que de différentes organisations, au moyen d'un formulaire<sup>5</sup>. Ce rapport ne prétend nullement présenter une liste exhaustive des projets, programmes et /ou instruments existants. Les mesures 16 et 17 du PAN ne sont pas visibles dans cette annexe car elles concernent le travail de l'organe de coordination nationale et le programme d'impulsion national. Leur mise en œuvre est détaillée aux points 3 et 4 de ce rapport.

---

**5** Cf. annexe 7.2

# **3. Organe de coordination nationale (Mesure 16 du PAN)**

Les activités de l'organe de coordination nationale sont régies par la mesure 16 du PAN.

### Transfert de connaissances et d'expériences

L'organe de coordination nationale est compétent pour le transfert de connaissances et d'expériences sur la thématique de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Il a rassemblé en un document à l'intention de la population les informations sur la radicalisation et l'extrémisme violent, lequel est publié sur le site internet du RNS, ainsi qu'une liste des structures cantonales spécialisées et de conseils<sup>6</sup>. Le site de la Confédération ch.ch consacre également une page internet à la radicalisation. En cas de questions ou de soupçons de radicalisation, la population peut s'adresser à ces structures, qui offrent des informations ou un soutien en matière de prévention de la violence, de l'extrémisme et de la radicalisation.

### Colloque

L'organe de coordination nationale a organisé le 14 novembre 2018, en collaboration avec Prévention suisse de la criminalité, un colloque dédié à la thématique de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Les quelques 200 participants et participantes de la Confédération, des cantons, des villes mais également des organisations de la société civile se sont penchés sur tous les types de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ainsi que sur le désengagement et la réintégration. Ce colloque a, par ailleurs, permis de renforcer le réseau interdisciplinaire et les échanges entre les différentes autorités et les personnes de la société civile.

### Contacts internationaux

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAN, un contact permanent et étroit est établi entre le RNS et le Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), en particulier les divisions « Sécurité internationale » et « Droit de l'homme ». Sur demande du DFAE, le RNS a participé à différentes conférences d'organismes internationaux qui ont permis la mise en réseau et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, et si nécessaire, a pris position sur certains documents produits par les organisations internationales, dont la Suisse est membre.

### Rédaction d'articles

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAN, l'organe de coordination nationale a multiplié les activités telles que la rédaction d'articles ou la contribution à la rédaction de rapports. Un article intitulé « Prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent: une tâche commune et interdisciplinaire » a été publié dans le dossier « Radicalisation » de Prévention suisse de la criminalité en février 2018<sup>7</sup>. De même, l'Institut européen de l'Université de Zurich élabore un recueil d'articles pour lequel le RNS a contribué.

### Monitoring

L'organe de coordination nationale est chargé de rédiger le rapport annuel de mise en œuvre des mesures du PAN.

### Programme d'impulsion national

L'organe de coordination se charge de la mise en œuvre du programme d'impulsion national, détaillé au point 4 de ce rapport. Il réceptionne les demandes d'aide financière et vérifie leur contenu. Le groupe d'accompagnement stratégique, l'organe politique de surveillance et, en dernière instance, l'Office fédéral de la police (fedpol), décident de leur financement.

Le groupe d'accompagnement stratégique s'est réuni à trois reprises au cours de l'année 2018 et l'organe politique de surveillance à une occasion. Le rythme annuel des séances dépend à la fois de la mise en œuvre du programme d'impulsion et de la mise en œuvre du PAN dans son ensemble.

Une ressource de 0,8 équivalent temps plein est nécessaire pour couvrir la charge de travail supplémentaire permettant la mise en œuvre de l'ordonnance sur le programme d'impulsion<sup>8</sup>. Ce poste est financé par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et du sport (DDPS), du Département fédéral de justice et police (DFJP) et du Département fédéral de l'intérieur (DFI) et contribue, depuis le 1<sup>er</sup> février 2019 et pour une durée limitée de trois ans, au soutien du bureau du RNS, respectivement à l'organe de coordination nationale.

<sup>6</sup> La liste des structures cantonales spécialisées et de conseils est disponible sur le site du [RNS](#)

<sup>7</sup> [Prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent: une tâche commune et interdisciplinaire](#), PSC Info Dossier Radicalisation p.8 – 10, Prévention suisse de la criminalité, Février 2018

<sup>8</sup> [Ordonnance sur les mesures visant à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent \(RS 311.039.5\)](#) du 16 mai 2018

# 4. Programme d'impulsion national (Mesure 17 du PAN)

Le Conseil fédéral a adopté le 16 mai 2018 l'ordonnance sur les mesures visant à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018 et valable jusqu'au mois de juin 2023. Elle permet à la Confédération de soutenir financièrement des projets et des programmes découlant de la mise en œuvre des mesures, nouveaux comme déjà existants, initiés par les échelons cantonaux et communaux ainsi que par la société civile (programme d'impulsion). Un montant de cinq millions de francs y est consacré sur cette période de cinq ans. Les demandes peuvent être soumises une fois par an, sous réserve de modifications.

En date du 30 septembre 2018, premier délai de soumission de demandes d'octroi d'aide financière, vingt-et-un dossiers sont parvenus à l'organe de coordination nationale. Ces demandes proviennent aussi bien des cantons et des villes que d'organisations de la société civile réparties dans toute la Suisse. Au total, la valeur sollicitée s'élevait à plus de trois millions de francs. Toutefois, le crédit annuel ne pouvant pas être dépassé, le groupe d'accompagnement stratégique a dû, en accord avec l'organe politique de surveillance, établir un ordre de priorité<sup>9</sup>.

Les demandes ont été évaluées selon les critères suivants : l'effet multiplicateur attendu du projet ; la situation actuelle en termes de menaces prise en compte dans le contenu du projet ; la poursuite de projets existants, en particulier des structures spécialisées, qui ont fait leurs preuves dans la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme ; la prise en compte de projets émanant de différents échelons et institutions étatiques ainsi que de la société civile et la répartition équilibrée des régions linguistiques. Dix demandes ont pu dès lors être acceptées. La liste des bénéficiaires et les détails de leur projet sont disponibles sur le site internet du RNS et celui de fedpol. Le pool d'experts en désengagement et réintégration sur le plan national (mesure 24 du PAN) est également financé par le programme d'impulsion.

---

<sup>9</sup> Selon l'art. 6 al.3 de l'Ordonnance sur les mesures visant à prévenir et à combattre la radicalisation et l'extrémisme violent du 16 mai 2018 (RS 311.039.5)

# 5. Mise en œuvre – état des lieux

### Connaissance et expertise (mesures 1–9)

Dans le domaine de la connaissance et de l'expertise, plusieurs projets ont été menés en Suisse. La **mesure 1** (lancement de projets de recherches et d'études sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Suisse) a été mise en œuvre par exemple par la Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (Soziale Arbeit) et la Haute École de Travail Social de Fribourg qui ont publié en novembre 2018 une recherche intitulée « Verbreitung extremistischer Einstellungen und Verhaltensweisen unter Jugendlichen in der Schweiz ».

Une large offre de formation et de perfectionnement pour professionnels (**mesure 2**) est proposée par les Universités et Hautes Ecoles de Suisse romande et alémanique. Le Centre Suisse Islam et Société de l'Université de Fribourg, par exemple, offre un séminaire de formation continue d'une journée, intitulé « Islam, Jihad und Jugendliche – Präventionsansätze gegen Radikalisierungsprozesse », adressé aux professionnels et professionnelles. Le service de renseignement de la Confédération (SRC), avec la participation des services de renseignement cantonaux, ont assuré la tenue de plus de 12 journées de sensibilisation sur le thème de la radicalisation, pour le personnel de l'exécution des peines, auxquels environ 1 000 collaborateurs et collaboratrices des établissements pénitentiaires des cantons de Suisse romande et alémanique ont participé.

Le Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) organise un cours de formation continue conçu spécialement pour le personnel des établissements de privation de liberté, des autorités de probation, de placement et d'exécution, intitulé « Radicalisation en milieu pénitentiaire : profils, processus et mécanismes de gestion ». La formation de base et continue des collaborateurs et collaboratrices à tous les échelons de l'exécution des sanctions pénales est une des recommandations formulées par la CCDJP le 12 avril 2018<sup>10</sup>, qui s'adresse aux cantons et dont la mise en œuvre a été confiée à la CSCSP.

Concernant la formation et le perfectionnement professionnel de personnes accompagnantes dans un contexte religieux (**mesure 3**), les accompagnants et accompagnantes religieux-ses spirituel-le-s mu-

sulman-e-s, imams, enseignants et enseignantes de l'instruction religieuse islamique ont pu suivre le Certificate of Advanced Studies (CAS) « Culture et société suisse » proposé par l'Université de Genève. Les membres de diverses communautés religieuses chargés de tâches d'accompagnement religieux dans le domaine de l'asile et de la migration ont pu suivre le CAS Religious Care in Migration Contexts de l'Université de Berne. Le Secrétariat d'État aux migrations travaille actuellement sur la mise en œuvre de la **mesure 4** (formation du personnel en charge des requérants d'asile dans les centres fédéraux et cantonaux).

La **mesure 5** a largement été mise en œuvre, depuis l'adoption du PAN, surtout par les cantons. Les personnes concernées par les formations et sensibilisations sont le personnel des administrations cantonales ainsi que celui des écoles et des associations sportives. Par exemple, le canton de Genève a mis en place une formation en deux modules pour les professionnels et professionnelles qui suivent les enfants et les jeunes (directeurs et directrices d'école, coordinateurs et coordinatrices pédagogiques, infirmiers et infirmières, etc.) dans le cadre du dispositif genevois de prévention socio-éducative des radicalisations politiques et religieuses violentes. Le bureau de prévention de la violence de la ville de Berne, met en place une sensibilisation et formation du personnel des associations sportives de la ville<sup>11</sup>.

Les organismes existants, tels que InfoSekta et Relinfo, informent sur les questions liées à la religion et aux sectes, organisent des événements (conférences, etc) et participent par conséquent à la mise en œuvre de la **mesure 6** (informations sur les questions religieuses). Certaines structures comme le Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC) offrent également un service d'entretiens personnalisés.

Les cantons – polices cantonales en particulier –, utilisent pour la plupart le logiciel Ra-Prof pour la mise en œuvre de la **mesure 7** (utilisation d'instruments de détection précoce). La police cantonale de Soleure a organisé pour ses collaborateurs et collaboratrices une formation à l'utilisation de cet instrument. La ville de Winterthur utilise également Islamismusscreener,

<sup>10</sup> [Recommandations de la CCDJP](#) du 12 avril 2018 concernant la radicalisation et l'extrémisme violent dans le cadre de l'exécution des sanctions pénales en Suisse

<sup>11</sup> Ce projet est soutenu financièrement par la Confédération dans le cadre du programme d'impulsion national. La demande d'aide financière a été soumise au premier délai de soumission en 2018 et sa mise en œuvre est prévue en 2019.

de l'Institut Psychologie & Bedrohungsmanagement (I:P:Bm) en Allemagne. La police cantonale du Tessin se sert d'OCTAGON. Suivant les recommandations de la CCDJP du 12 avril 2018, le CSCSP prévoit la rédaction d'un rapport sur les instruments d'évaluation de risque et de détection précoce appropriés dans le domaine de la radicalisation et l'extrémisme violent. Le rapport devrait inclure des recommandations spécifiques au sujet de leur utilisation. Toujours selon les recommandations de la CCDJP, le CSCSP prévoit la mise en œuvre de la **mesure 8** (renforcement des instruments d'évaluation et de gestion des risques dans l'exécution des sanctions pénales).

Plusieurs cantons ont élaboré et mis à disposition du matériel pédagogique pour une utilisation en et hors contexte scolaire (**mesure 9**). Par exemple, le canton de Saint-Gall a, en plus du cahier ayant pour thème « Radikalisierung und Extremismus », disponible depuis 2017, produit une brochure intitulée « Unterrichtsmaterialien – Radikalisierung und Extremismus », destinée au personnel des écoles et met également à disposition des élèves, parents, enseignants et enseignantes le film « Radikal ». L'enquête sur la mise en œuvre en 2018 des mesures du PAN a montré qu'il reste néanmoins dans ce domaine une capacité d'amélioration dont peuvent faire preuve les instances nationales, en particulier la CDIP, comme le prévoit le PAN.

#### Collaboration et coordination (mesures 10 – 17)

En termes de collaboration et de coordination, plusieurs initiatives au sein des cantons ont émergé. La Direction de la sécurité et de la justice du canton de Fribourg a, par exemple, réuni les acteurs et actrices concerné-e-s par la problématique (autorités cantonales, communales, société civile, etc.) autour d'une table ronde le 23 novembre 2018 afin de discuter de propositions concrètes de mise en œuvre de six mesures sélectionnées du PAN. Plusieurs représentants et représentantes des autorités du canton d'Uri (police, autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), etc.) se réunissent deux fois par année sous forme de « réseau de prévention de la violence » (Netzwerk Gewaltprävention) et échangent entre autres sur des questions de radicalisation.

Plusieurs structures spécialisées et de conseils en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme

violent (**mesure 10**) ont été mises en place au niveau cantonal ou communal, proposant divers services. C'est le cas du canton du Tessin qui met à disposition de la population un portail d'information dont une ligne téléphonique. Le canton de Vaud a mis en place en septembre 2018 son « dispositif de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent », qui comprend également une structure de conseils. Des structures spécialisées et de conseils sont en cours d'élaboration dans les cantons de Schaffhouse et de Saint-Gall et d'autres cantons comme le Jura ou le Valais ont ouvert une ligne téléphonique et une adresse e-mail, à disposition de la population en cas de soupçon de radicalisation.

L'enquête sur la mise en œuvre en 2018 des mesures du PAN permet de constater que la **mesure 11** (collaboration institutionnalisée entre l'Etat, les associations de migrants, de sports, de jeunes et de femmes, professionnels, œuvres d'entraide et organisations actives dans le domaine religieux) est mise en œuvre en grande partie. Par exemple, les autorités fédérales de sécurité échangent régulièrement avec des représentants et représentantes d'organisations faitières religieuses. Le service de renseignement cantonal du canton d'Uri entretient des contacts réguliers avec la présidence de l'Union islamique Uri (Islamische Union Uri). L'office de l'extrémisme et de la prévention de la violence à Winterthur organise régulièrement des entretiens avec les communautés religieuses.

Il en est autrement de la **mesure 12** (dialogue interreligieux entre communautés religieuses reconnues et autres organisations religieuses). Plusieurs projets ont été développés avant l'adoption du PAN. Depuis, très peu ont vu le jour.

Les polices cantonales et communales ont intensifié de manière significative leur travail de mise en réseau (**mesure 13**), principalement sur le modèle de la « Fachstelle Brückenbauer (Interkulturelles Netzwerk) », organe rattaché au service de protection contre la violence de la police cantonale de Zurich. Les corps de police des cantons de Schaffhouse, Soleure, Berne et du Tessin ont intégré dorénavant ce modèle au sein de leur institution, de même que la police de Winterthur. Il existe une offre de formation « Brückenbauer » de trois jours, proposée par l'Institut Suisse de Police (ISP) de Neuchâtel. D'autres localités ont développé des concepts qui visent la proximité avec les habitants

et habitantes (entité Proximité de la ville de Neuchâtel par exemple).

Le concept de gestion cantonale de menaces (GCM) (*mesure 14*) a été développé dans un premier temps en Suisse allemande. Avec son introduction dans le PAN, le concept GCM est devenu encore plus connu dans toute la Suisse. Dès lors, il s'est étendu à la Suisse romande et désormais, de nombreuses polices cantonales, dont revient la mise en œuvre opérationnelle, l'ont intégré. L'ISP de Neuchâtel organise chaque année des cours de gestion cantonale des menaces. Depuis 2018, celui-ci est proposé aux cantons francophones.

Concernant la mise en œuvre de la *mesure 15a* (base légale pour l'échange d'informations relatives aux personnes et à des profils de personnalité entre autorités fédérales et cantonales ainsi que communales), la future loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) améliorera le partage d'informations entre le Corps des gardes-frontières, les autorités douanières, la police des transports de la Confédération, le SEM, le SRC et fedpol. La loi devrait aussi inclure une disposition qui permettra à fedpol et aux cantons de rechercher et de partager des informations nécessaires pour traiter des cas. Le canton de Vaud a réglementé l'échange d'information intra-cantonal (*mesure 15b*) avec l'adoption le 5 juin 2018 du décret 120.015 sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (DPREV). Le canton de Bâle-Campagne s'est chargé de la base juridique de la gestion cantonale de la menace (KBM), qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réglant ainsi la question de l'échange de données au sein des autorités concernées et des institutions.

### Lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes (mesures 18 – 20)

Plusieurs cantons ont renforcé les mesures destinées à promouvoir la citoyenneté, renforcer la démocratie et prévenir les discriminations (*mesure 18*) mais également développé les interventions ciblées auprès des enfants et des jeunes dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis (*mesure 19*). Il existe plusieurs exemples d'initiatives au niveau cantonal, dont certaines sont développées dans le cadre des programmes d'intégration cantonaux 2018 – 2021, qui incluent entre autres la protection contre la discrimination. Les interventions ciblées auprès des enfants et des jeunes, telles que des programmes de préparation à l'apprentissage, sont prévues par les autorités mais aussi par la société civile au niveau local et au niveau cantonal.

La mise en œuvre de la *mesure 20* (empêchement de la radicalisation, en particulier via Internet, par des contre-discours ou des discours alternatifs) est permise par le soutien de l'Office fédéral des assurances sociales, qui a co-financé et accompagné, au moyen d'un groupe d'experts, la réalisation de 4 projets pilotes (Winfluence, PositivIslam, Swissmuslimstories et KnowIslam) destinés à lutter contre la propagande extrémiste sur Internet.

### Désengagement et réintégration (mesures 21 – 24)

Le groupe d'experts prévu par la *mesure 24* est constitué et composé de quinze personnes provenant de domaines différents. Celui-ci a pris ses fonctions, qui consistent d'une part, sur demande d'une autorité, à l'assistance et au conseil en matière de désengagement et de réinsertion des personnes radicalisées et d'autre part, à la mise en œuvre de la *mesure 21a* (catalogue référentiel des mesures pour le désengagement/réintégration dans une approche interdisciplinaire) et de la *mesure 21b* (mesures de désengagement pour enfants et adolescents). Dans le cadre du dispositif de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, le canton de Vaud prévoit la création d'un groupe opérationnel pluridisciplinaire de prise en charge et de suivi des cas individuels dans un but de désengagement et de réintégration. Suivant les recommandations de la CCDJP du 12 avril 2018, la CSCSP élabore un catalogue (mesure 21a) lequel fournit un aperçu des

interventions (de travail social) recommandées pour la gestion des personnes radicalisées et extrémistes violentes dans le système pénitentiaire.

Dans le domaine du désengagement et de la réintégration, la *mesures 22* (autorité compétente pour la prise en charge des personnes radicalisées hors procédure pénale et exécution des peines) n'est pour l'instant pas mise en œuvre. Concernant la *mesure 23* (soutien aux professionnels pour l'accompagnement des familles et des proches des personnes radicalisées), seul le canton de Schaffhouse met à disposition un groupe d'intervention des écoles en cas de crise («Kriseinterventionsgruppe der Schaffhauser Schulen»).

#### Collaboration internationale (mesures 25 – 26)

Dans le cadre de la *mesure 25*, la Suisse a participé à différentes conférences internationales permettant l'échange international d'informations et d'expériences. Le RNS a par exemple eu la possibilité de présenter certains concepts («Brückenbauer», gestion cantonale des menaces, entre autres) lors de forums internationaux organisés par le Global Counterterrorism Forum (GCTF), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Strong Cities Network (SCN), Radicalization Awareness Network (RAN) ou le Réseau international francophone de Formation policière (francopol). Les villes suisses ont également bénéficié des réseaux du SCN et de RAN, entre autres, pour échanger au niveau international. Les efforts en politique extérieure en matière de prévention de l'extrémisme violent (*mesure 26*) se reflètent dans l'engagement durable et à long terme du DFAE à éradiquer les causes directes et structurelles dans le cadre de la coopération internationale, dans les pays et régions qui sont touchés par des conflits, qui ont des structures étatiques faibles ou qui se trouvent dans une phase de transition.



## 6. Bilan

Plus d'un an après son adoption, la mise en œuvre du PAN est satisfaisante. Toutefois, de multiples initiatives dans le domaine de la prévention universelle avaient déjà été implantées antérieurement. Le PAN a cependant un impact certain dans la mesure où, par exemple, le canton de Bâle-Ville a défini, sur la base du PAN, de nombreuses initiatives nécessaires à la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.

Concernant le domaine de la connaissance et l'expertise (mesures 1 – 9), les offres de formation et les recherches sont nombreuses. Néanmoins, la formation du personnel en charge des requérants et requérantes d'asile dans les centres fédéraux et cantonaux doit encore être développée. Des efforts doivent également être investis dans l'élaboration de matériel pédagogique.

La collaboration et la coordination (mesures 10 – 17) sont indispensables pour la mise en œuvre du PAN et, bien que de nombreux efforts aient été déployés, ce domaine d'action devrait être développé et renforcé.

Le domaine de la lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes (mesures 18 – 20) est en grande partie mis en œuvre par les cantons, les villes et la société civile et les projets sont nombreux. Les expériences et développements actuels, comme l'atteste le rapport de situation 2019 du SRC<sup>12</sup>, démontrent que la prévention et la lutte contre les extrémismes de droite et de gauche restent centrales et doivent faire l'objet des projets et mesures implantés dans le cadre du PAN.

Le désengagement et la réintégration (mesures 21 – 24) sont des thèmes qui auront une importance à long terme. La mise en œuvre des mesures dans ce domaine d'action doit être assurée et renforcée; le pool d'experts agit comme moteur dans sa mise en œuvre.

Les politiciens et politiciennes, les autorités et les représentants et représentantes de la société civile doivent veiller à prendre en compte la composante du genre dans la mise en œuvre du PAN, comme l'encouragent les résolutions 1325<sup>13</sup> et 2242<sup>14</sup> du Conseil de Sécurité de l'ONU, que la Suisse a ratifiées. Ceci n'est encore que rarement le cas à l'heure actuelle. Plus précisément, le Conseil de Sécurité encourage les états membres à inclure et assurer la participation des femmes et des organisations féminines dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. La participation des femmes dans la mise en œuvre du PAN, en tant que responsables ou bénéficiaires, doit être assurée et améliorée.

<sup>12</sup> [La sécurité de la Suisse 2019](#), rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération 2019

<sup>13</sup> [Résolution 1325 \(2000\) « Les femmes, la paix et la sécurité » du Conseil de Sécurité des Nations Unies](#)

<sup>14</sup> [Résolution 2242 \(2015\), du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui porte en particulier sur les défis du terrorisme et de l'extrémisme violent](#)

# 7. Annexes

## 7.1 Aperçu des projets et programmes mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<b>Connaissances et expertise</b>		
<b>M 1 : Lancement de projets de recherches et d'études sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Suisse</b>		
<a href="#">Verbreitung extremistischer Einstellungen und Verhaltensweisen unter Jugendlichen in der Schweiz</a> (novembre 2018)	Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften (Soziale Arbeit) (ZHAW) et Haute École de Travail Social Fribourg	
<a href="#">Hintergründe jihadistischer Radikalisierung in der Schweiz</a> (juillet 2015)	ZHAW	
Forschung und Lehre zu Radikalisierung / Extremismus (illimité dans le temps)	FHS Saint-Gall – Hochschule für Angewandte Wissenschaften	Etudiant-e-s (travail social)
Recherche « Salafismus in der deutschsprachigen Schweiz » <sup>15</sup>	Zentrum Religionsforschung, Universität de Lucerne	
<b>M 2 : Offres de formation et de perfectionnement pour professionnels</b>		
<a href="#">Recommandations</a> du 12 avril 2018	Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)	Centre suisse de compétences en matière d'exécution des sanctions pénales (CSCSP) et cantons
Formation continue « <a href="#">Radicalisation en milieu pénitentiaire: profils, processus et mécanismes de gestion</a> »	CSCSP	Personnel des établissements de privation de liberté, des autorités de probation, de placement et d'exécution
<a href="#">9. Schweizer Fachtagung «Erscheinungsformen von Jugendgewalt – Hintergründe und Präventionsmöglichkeiten»</a>	Centre suisse en matière de violence (SIFG)	

<sup>15</sup> Ce projet est soutenu financièrement par la Confédération dans le cadre du programme d'impulsion national. La demande d'aide financière a été soumise en 2018 et le projet débutera en 2019.

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<p><a href="#">Séminaire de formation continue « Islam, Jihad und Jugendliche Präventionsansätze gegen Radikalisierungsprozesse »</a></p> <p><a href="#">Doctorat en « Islam et société : études de théologie islamique »</a></p> <p><a href="#">CAS « Prévenir les extrémismes. Idéologies, religions, violence(s) »</a></p> <p><a href="#">Ateliers de formations « Organisations musulmanes comme actrices sociales 2 »</a></p>	<p><a href="#">Centre Suisse Islam et Société (CSIS)</a> de l'Université de Fribourg</p>	<p>Etudiant-e-s et personnes spécialisées dans le travail avec les jeunes, le travail social, des domaines de la sécurité, de la formation etc.</p>
<p>Reconnaissance / prévention de la radicalisation au sein du département de l'exécution des sanctions pénales, développement du concept et formation</p>	<p>Département de l'exécution des sanctions pénales, canton de Soleure</p>	<p>Employé-e-s des établissements pénitentiaires et des centres de détention provisoire du canton de Soleure</p>
<p>Séminaire spécialisé : Islamismusscreener (IPBm) Früh-erkennung islamistischer Radikalisierungstendenzen</p>	<p>Fachstelle Extremismus und Gewaltprävention Winterthur (office de l'extrémisme et de la prévention de la violence à Winterthur)</p>	
<p>Séminaire spécialisé <a href="#">FS Herausforderung (radikalisierte) Islam – ein mehrperspektivisches Fachseminar für die Praxis</a></p>	<p>Haute École de Lucerne (travail social)</p>	
<p>Enseignement au sujet de la radicalisation / extrémisme</p>	<p>Haute école pédagogique, Saint-Gall</p>	<p>Personnel enseignant de l'école obligatoire</p>
<p>Formations et perfectionnements professionnels</p>	<p>OFAS (<a href="#">Plateforme Jeunes et médias</a>): Plateforme nationale de promotion des compétences médiatiques (Réseau compétences médiatiques ou Forum national pour la protection de la jeunesse face aux médias)</p>	
<p>Offre de formation continue</p>	<p>Service social, canton de Schaffhouse</p>	<p>Employé-e-s du service social, en particulier les responsables du logement et les conseiller-ère-s sociaux-ales des secteurs de l'asile et des réfugié-e-s</p>
<p>Circulaire et journées de sensibilisation (sur le thème de la radicalisation religieuse en prison)</p>	<p>Service de renseignement de la Confédération avec la participation des services de renseignements cantonaux</p>	<p>Personnel de l'exécution des peines de différents cantons</p>

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Conception et réalisation de séquences de formation et de sensibilisation (depuis plusieurs années)	Service spécialisé Extrémisme dans l'armée (S spéc EX A)	Cadres de l'armée et personnel du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et du sport (DDPS)
<b>M 3 : Formation et perfectionnement professionnel de personnes accompagnantes dans un contexte religieux</b>		
<a href="#">Recommandations</a> du 12 avril 2018	CCDJP	CSCSP et cantons
<a href="#">Aumônerie et accompagnement musulmans à l'hôpital cantonal de Saint-Gall (KSSG)</a>	CSIS, Hôpital cantonal de Saint-Gall, Centre de compétence Intégration et égalité (KIG) de Saint-Gall	Accompagnateurs-trices spirituel-le-s musulman-e-s
<a href="#">Formation continue «Aumônerie et accompagnement dans un contexte interreligieux»</a>	CSIS	Accompagnateurs-trices spirituel-le-s des institutions publiques (hôpitaux, aumônerie d'urgence, etc...) résidant dans le canton de Zurich
<a href="#">Certificate of Advanced Studies Religious Care in Migration Contexts</a>	Université de Berne	Membres de diverses communautés religieuses chargés de tâches d'accompagnement religieux
Certificate of Advanced Studies Religious Care <sup>16</sup>	Université de Berne	
<a href="#">Formation (CAS) pour les imams et les enseignants de l'instruction religieuse islamique</a>	Université de Genève	Imams et enseignant-e-s d'instruction religieuse islamique
Projet pilote de conseil spirituel musulman, centre de requérant-e-s d'asile de la Confédération (CFA) à Zurich	SEM	Imams et accompagnateurs-trices spirituel-le-s musulman-e-s
<a href="#">Religiöse Begleitung im interkulturellen Kontext</a> (sur demande)	ZHAW	Imams, enseignant-e-s d'éducation religieuse islamique (IRU), chef-fe-s de communautés, accompagnant-e-s de toutes croyances et confessions en Suisse

<sup>16</sup> Ce projet est soutenu financièrement par la Confédération dans le cadre du programme d'impulsion national. La demande d'aide financière a été soumise en 2018 et le projet débutera en 2019.

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<b>M 4 : Formation du personnel en charge des requérants d'asile dans les centres fédéraux et cantonaux</b>		
Formation de personnel pour s'occuper des requérant-e-s d'asile	SEM, SRC	Centres fédéraux pour requérant-e-s d'asile Également recommandé dans les centres cantonaux pour requérant-e-s d'asile
<b>M 5 : Sensibilisation et formation de personnes clés</b>		
Projet : imbattable <a href="#">« Unschlagbar »</a>	Office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence (Fachstelle für Gewaltprävention der Stadt Zürich)	Associations de sport et de loisirs
Projet « courage civique » et son <a href="#">manuel</a>	Office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence	Écoles et associations de la ville de Zurich
Programme Jeunesse et Sport	Office fédéral du sport	Moniteurs et monitrices d'associations sportives et participant-e-s aux cours placés sous l'égide de Jeunesse et Sports
Sensibilisation et formation des personnes clés des associations sportives de la ville de Berne <sup>17</sup>	Fachstelle Gewaltprävention der Stadt Bern (bureau de prévention de la violence de la ville de Berne)	
Workshop « Umgang mit religiösen und politischen Konfrontationsbekundungen »	Office de l'extrémisme et de la prévention de la violence à Winterthour	
<a href="#">Netzwerk Gewaltschutz zum Austausch und Sensibilisierung von Fachpersonen zu fördern</a>	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures	Personnes spécialisées
Table ronde régionale périodique dans la région de Thoune pour la mise en réseau, sensibilisation et détection précoce des cas à risque	Police cantonale, ministère public des mineurs, APEA, service social, service de la formation de la ville de Thoune	
<a href="#">KIT-forum</a>	Département de la santé et promotion de la santé, canton de Bâle-Campagne	Personnes spécialisées

<sup>17</sup> Ce projet est soutenu financièrement par la Confédération dans le cadre du programme d'impulsion national. La demande d'aide financière a été soumise en 2018 et le projet débutera au printemps 2019.

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Formation des professionnel-le-s dans le cadre du dispositif genevois de prévention socio-éducative des radicalisations politiques et religieuses violentes (2 modules)	Canton de Genève	Professionnel-le-s travaillant auprès des élèves
Sensibilisation et formation, échange d'expérience (depuis 2017)	Fachstelle Gewaltschutz, Canton de Thurgovie	Responsables et personnes de contact de tous les offices du canton, des communes, ainsi que des institutions et des ONGs
<a href="#">Formations en ligne</a> sur la prévention de l'extrémisme violent (en français et anglais) <sup>18</sup>	Strong Cities Network (SCN)	Praticien-ne-s des villes, politiques, enseignant-e-s
<a href="#">Guide sur les procédures à suivre dans les écoles</a>	Schulpsychologischer Dienst, Canton de Saint-Gall	Écoles et personnel enseignant
Évènements publics pour les personnes clés	Kantonale Integrationsförderung, Amt für Soziales, canton de Saint-Gall	Professionnel-le-s et particuliers impliqué-e-s dans l'accueil des nouveaux arrivant-e-s
Séances d'information	Canton du Jura	Divers services de la république et canton du Jura (Service de la population, AJAM, etc.)
Factsheet sur la radicalisation	Police cantonale, Canton du Jura	Chef-fe-s de service du canton du Jura
Élaboration d'un guide	Département Affaires sociales, canton de Schaffhouse	Employé-e-s de l'office cantonal de la protection sociale, en particulier les responsables du logement et les conseiller-ère-s sociaux-ales des secteurs de l'asile et des réfugié-e-s
Fiche d'information et présentation sur le thème de la radicalisation (2017)	Département de l'éducation, canton de Schaffhouse	Personnel enseignant
<a href="#">Guide «Radikalismus. Vorgehen an Schulen der Stadt Zürich bei Verdacht auf Radikalisierung»</a>	Office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence	Écoles obligatoires de la ville de Zurich
Fiche d'information <a href="#">«Präventionsmassnahmen zur Verhinderung von Radikalisierung»</a> (janvier 2018)	Département de la formation, de la culture et du sport, canton d'Argovie	Directions des écoles, personnel enseignant, référent-e-s, personnel soignant, parents

<sup>18</sup> Disponible à partir du 16 avril 2019 sur le site internet de Strong Cities Network.

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Fiche d'information « <a href="#">Präventionsmassnahmen zur Verhinderung von Radikalisierung</a> » (janvier 2018)	Département de la santé et des affaires sociales, canton d'Argovie	Personnes spécialisées dans les domaines asile, migration et social
Guide « <a href="#">Procédure à suivre dans les écoles en cas de soupçon de radicalisation</a> » (mai 2017)	Bureau de prévention de la radicalisation de la ville de Berne	Écoles
Guide « <a href="#">Procédure à suivre en cas de soupçon de radicalisation</a> » (juillet 2017)	Bureau de prévention de la radicalisation de la ville de Berne	
Élaboration du guide « <a href="#">Vorgehen bei Verdacht auf Radikalisierung im Justizvollzug</a> »	Département de la justice et de la sécurité, canton de Lucerne	Employé-e-s et tiers travaillant pour les établissements pénitentiaires de Grosshof, Wauwilermoos ou les services de probation, et qui sont directement en contact avec les détenu-e-s
Formation continue du personnel de la structure spécialisée de lutte contre la radicalisation	Höheres Schulwesen und Berufsbildung, Volksschule Sport, Department Bildung und Kultur, canton de Glaris	Personnel de la structure spécialisée de lutte contre la radicalisation
Table ronde autour du dialogue interculturel et de la prévention de la radicalisation (18 mai 2018)	Association Théâtre albanais « Kurora », Nyon	

#### M 6 : Informations sur les questions religieuses

Point de contact et de coordination : coordination de la collaboration interne dans la Confédération et point de contact pour les autorités cantonales ainsi que pour les communautés religieuses pour les questions en rapport avec la religion	<a href="#">Office fédéral de la justice</a>	Autorités et représentant-e-s des communautés religieuses
Informations sur les questions religieuses	<a href="#">Relinfo</a>	
	<a href="#">Inforel</a>	
	<a href="#">Infosekta</a>	
« <a href="#">Religionsvielfalt im Kanton Luzern</a> »	Université de Lucerne	

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Recensement des communautés religieuses du canton de Vaud	<a href="#">Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC)</a>	
Échange et mise en réseau avec Relinfo	Office de l'extrémisme et de la prévention de la violence à Winterthour	
<b>M 7 : Utilisation d'instruments de détection précoce</b>		
Ra-Prof (logiciel de profilage)		Canton d'Argovie, Berne, Glaris, Schaffhouse, Soleure, Zurich (office de l'extrémisme et de la prévention de la violence de la ville de Winterthour)
Islamismusscreener	Institut Psychologie & Bedrohungsmanagement (I:P:Bm)	Office de l'extrémisme et de la prévention de la violence à Winterthour
OCTAGON		Police cantonale, Tessin
<a href="#">Recommandations</a> du 12 avril 2018	CCDJP	CSCSP et cantons
<b>M 8 : Renforcement des instruments d'évaluation et de gestion des risques dans l'exécution des sanctions pénales</b>		
<a href="#">Exécution des sanctions orientée vers les risques (ROS)</a>		Autorités d'exécution des sanctions pénales
Risikoeinschätzung und Risikomanagement im Strafvollzug	Canton d'Argovie	
<a href="#">Recommandations</a> du 12 avril 2018	CCDJP	CSCSP et cantons
<b>M 9 : Élaboration et mise à disposition de matériel pédagogique pour utilisation en et hors contexte scolaire</b>		
Guide du personnel enseignant pour la prévention de l'extrémisme violent :	UNESCO ( <a href="#">fr</a> , <a href="#">de</a> , <a href="#">eng</a> )	
« La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Guide à l'intention des décideurs politiques » (2016)		

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Manuel scolaire (allemand) : <a href="#">« Integration fördern, Radikalisierung erkennen »</a> (2017)	European Foundation for Democracy	Préparation d'unités d'enseignement pour un manuel scolaire par l'office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence, à l'intention des écoles de la ville de Zurich
<a href="#">Cahier sur l'extrémisme « Sicherheitsund »</a> (septembre 2017)	Service de la santé, service des affaires sociales, service de l'enseignement obligatoire, police cantonale, canton de Saint-Gall	Personnel enseignant de l'école obligatoire
<a href="#">Matériel d'enseignement « Radicalisation et extrémisme »</a>	Service de la santé, service des affaires sociales, service de l'enseignement obligatoire, police cantonale, canton de Saint-Gall	Acteur-trice-s du domaine scolaire ainsi que du domaine du travail avec les enfants et les jeunes
Film « Radikal »	Service de la santé, service des affaires sociales, service de l'enseignement obligatoire, police cantonale, canton de Saint-Gall	Élèves et personnel enseignant des écoles obligatoires, parents
Brochure d'information pour les parents <a href="#">« Mit Kindern über Radikalisierung und Extremismus sprechen »</a>	Interventionsstelle gegen Radikalisierung/Extremismus, Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme, police cantonale, Zurich	Parents, adultes

## Collaboration et coordination

### Principe

Plateforme de détection et de prévention de la radicalisation	Canton de Genève
<a href="#">Kerngruppenmodell</a> (organe de collaboration interdisciplinaire et de coordination chargé de déceler de manière précoce les risques de violence et de prendre les mesures nécessaires)	Ville de Zurich
<a href="#">Task-Force Radikalisierung</a>	Canton de Bâle-Ville (collaboration avec le canton de Bâle-Campagne)
Netzwerk Gewaltprävention	Canton d'Uri
Fachgruppe Extremismus- und Gewaltprävention	Ville de Bienne
Arbeitsgruppe Prävention und Bekämpfung von Radikalisierung und Extremismus	Union des villes suisses

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<i>Modèle de Vilvorde</i>		<i>Vilvorde, Belgique</i>
<i>Modèle d'Aarhus</i>		<i>Danemark</i>
<b>M 10 : Structures spécialisées et de conseils en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent<sup>19</sup></b>		
<a href="#">Gardez le lien</a> (dispositif genevois de prévention socio-éducative des radicalisations politiques et religieuses violentes)	Canton de Genève	Professionnel-le-s des institutions privées et publiques, particuliers (familles, proches)
<a href="#">Fachstelle Gewaltprävention Stadt Bern</a> (Bureau de prévention de la violence de la ville de Berne)	Ville de Berne	
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Police cantonale, Bâle-ville	Parents, personnel enseignant
<a href="#">Fachstelle Extremismus und Gewaltprävention Winterthur</a> (office de l'extrémisme et de la prévention de la violence de la ville de Winterthur)	Ville de Winterthur	Population, personnes spécialisées des domaines scolaire, de la formation professionnelle, du travail social
<a href="#">Fachstelle für Gewaltprävention der Stadt Zürich</a> (office de la ville de Zurich pour la prévention de la violence)	Ville de Zurich	
Structures spécialisées cantonales et communales	Association « Centre suisse en matière de violence (SIFG) »	Plusieurs communes ont conclu un contrat de prestation avec le Centre suisse en matière de violence SIFG
Structure spécialisée de prévention et de conseils (consultation, médiation et information) en matière de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent	Association Tasamouh, Bienne	
<a href="#">Dispositif de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent</a>	Département des institutions et de la sécurité (DIS), canton de Vaud	Grand public, professionnel-le-s de l'administration cantonale vaudoise, les établissements scolaires, les communes, le secteur associatif, les communautés religieuses, les familles et personnes concernées
<a href="#">Piattaforma di prevenzione della radicalizzazione e dell'estremismo violento</a>	Canton du Tessin	Population

<sup>19</sup> La liste des structures cantonales spécialisées et de conseils est publiée sur le site du [RNS](#).

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Organe de coordination	Ville de Lausanne	Employé-e-s du service public
<a href="#">Bureau d'intervention contre la radicalisation/l'extrémisme</a> , (Interventionsstelle gegen Radikalisierung und gewalttätigen Extremismus)	Police cantonale, Zurich	Différents services, personnes concernées ainsi que personnes spécialisées
Structure spécialisée et de conseil en prévention de la radicalisation et l'extrémisme en cours d'élaboration	Canton de Schaffhouse	Population et autorités
<a href="#">Points de contact et offices pour la population</a> (Structure spécialisée et de conseils en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme en cours d'élaboration)	Départements de la formation, de la santé, de l'intérieur, de la sécurité et de la justice, canton de Saint-Gall	
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la formation et de la culture, canton de Glaris	
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la formation, de la culture et du sport, canton d'Argovie	Parents, entraîneur-euse-s, animateur-trice-s de jeunesse, directeur-trice-s d'établissements, enseignant-e-s
<a href="#">Anlaufstelle Radikalisierung</a>	Département de la santé et des affaires sociales, canton d'Argovie	Personnes spécialisées des domaines de l'asile, de la migration et du social
Adresse e-mail et numéro d'appel dédiés aux signalements de radicalisation	Canton du Valais	Population
Adresse e-mail dédiée aux signalements de radicalisation et centrale téléphonique	Canton du Jura	Population
<b>M 11: Collaboration institutionnalisée entre l'État, les associations de migrants, de sports, de jeunes et de femmes, professionnels, œuvres d'entraide et organisations actives dans le domaine religieux</b>		
Délégué aux questions religieuses	Service des affaires religieuses du canton de Vaud	
<a href="#">Communauté pour l'intégration et la cohésion multiculturelle</a>	Département de l'économie et de l'action sociale du canton de Neuchâtel, Service de la cohésion multiculturelle	

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Loi sur la reconnaissance des autres communautés religieuses	La loi a déjà été adoptée par le gouvernement du canton de Neuchâtel, renvoyée devant la commission en novembre 2017.	
<a href="#">Conseil consultatif des étrangers</a>	Conseil municipal de Winterthour	Membres du conseil élus
Rencontre de réseautage avec les communautés religieuses	Office de l'extrémisme et de la prévention de la violence à Winterthour	
<a href="#">Zürcher Institut für interreligiösen Dialog</a>	Zürcher Institut für interreligiösen Dialog	
<a href="#">Zürcher Forum der Religionen</a> – regroupement de communautés religieuses et d'institutions étatiques du canton de Zurich (lien entre les cinq grandes religions mondiales)	Association (représentant-e-s des communautés religieuses et de l'état)	Dialogue interreligieux et échange entre institutions politiques et religieuses.
Kontaktnahme des kantonalen Nachrichtendienstes mit dem Präsidium der Islamischen Union Uri	Police cantonale, Uri	
<b>M 12 : Dialogue interreligieux entre communautés religieuses reconnues et autres organisations religieuses</b>		
<a href="#">Interreligiöser Dialog Schaffhausen</a>	Service spécialisé pour l'intégration Integes, canton de Schaffhouse	
<a href="#">Runder Tisch der Religionen beider Basel</a>	Fachstelle Diversität und Integration, canton de Bâle-Ville	
	<a href="#">Conseil suisse des religions</a>	
	<a href="#">IRAS COTIS</a> – Communauté de travail interreligieux des communautés religieuses représentées en Suisse	
<a href="#">Plateforme interreligieuse Genève</a>	Association « Plateforme interreligieuse de Genève »	
<a href="#">Interreligiöse Dialog- &amp; Aktionswoche</a>	Department des Innern, Amt für Soziales, Kompetenzzentrum Integration und Gleichstellung (KIG), canton de Saint-Gall	

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<a href="#">Runder Tisch der Religionen</a>	Association «Arbeitskreis für Zeitfragen», Bienne	
Interkulturelle Mittagstische	Reinach	
<a href="#">Christlich-muslimische Gesprächsgruppe</a>	Fachstelle Kirche in Dialog	
<b>M 13 : Intensification du travail de mise en réseau de la police</b>		
<a href="#">Modèle «Brückenbauer» (Interkulturelles Netzwerk)</a>	Police cantonale, Zurich	
Modèle «Brückenbauer»	<a href="#">Police de la ville de Winterthur</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Berne</a>	
	<a href="#">Police de la ville de Zurich</a>	
	Police cantonale, Soleure	
	Police cantonale, Tessin	
	Police cantonale, Schaffhouse	
<a href="#">Police de proximité</a>	Police cantonale, Fribourg	
<a href="#">Entité Proximité</a>	Service communal de la sécurité, Neuchâtel	
<a href="#">Police de proximité</a>	Police municipale, Vernier	
Travail de mise en réseau	Police cantonale, Nidwald	
<a href="#">Cours «Brückenbauer»</a>	Institut Suisse de Police (ISP)	Employé-e-s de police qui travaillent comme «Brückenbauer» ou intègrent cette activité dans leurs corps respectifs

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<b>M 14 : Mise en place et introduction du concept de la gestion des menaces</b>		
<a href="#">Cours pour la mise en place de gestions cantonales des menaces</a>	Institut Suisse de Police (ISP)	Policier-ère-s
<a href="#">RADAR-ITE</a> (analyse basée sur des règles d'auteurs potentiellement destructeurs pour l'évaluation d'un risque aigu – terrorisme islamiste)	Office d'exécution des peines du canton de Zurich Bundeskriminalamt Deutschland (BKA)	Polices en Suisse, en Allemagne et en Autriche
Gestion cantonale des menaces	Police cantonale, Argovie	
	Police cantonale, Neuchâtel	
	Police cantonale, Saint-Gall	Population, entreprises, autorités
	<a href="#">Police cantonale, Soleure</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Thurgovie</a>	
	<a href="#">Police cantonale, Zurich</a>	
	Canton de Bâle-Ville	
	Canton du Tessin	
	<a href="#">Département de la justice et de la sécurité, canton de Lucerne</a>	
	Direction de la sécurité, canton de Bâle-Campagne	
	<a href="#">Police de la Ville de Zurich</a>	
	Service de protection de la violence, Police de la ville de Winterthour	
Arbeits- und Kerngruppe Bedrohungsmanagement	Police cantonale, Schaffhouse	

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<a href="#">Séminaire Bedrohungsmanagement 2018</a> (renouvellement prévu)	Haute Ecole pour les Sciences appliquées de Saint-Gall	Employé-e-s de domaines divers (management de crise, protection des adultes et de l'enfant, autorités judiciaires, ressources humaines, etc.)
Fachtagung Bedrohungsmanagement (6 novembre 2018)	Police cantonale, Zurich	Police, procureurs, autorités judiciaires et administratives ainsi que spécialistes de divers domaines
<a href="#">Recommandations</a> du 12 avril 2018	CCDJP	CSCSP et cantons

### M 15 : Réglementation de l'échange d'information entre autorités

#### a) Base légale pour l'échange d'information relatives aux personnes et à des profils de personnalité entre autorités fédérales et cantonales ainsi que communales

<a href="#">Loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme</a> (MPT) (Date d'entrée en vigueur encore indéterminée)	fedpol	Autorités de la Confédération, des cantons, des communes et des villes
--	--------	--

#### b) Echange d'informations horizontal et vertical intra-cantonal (directive)

<a href="#">Directive juridique pour l'échange d'informations entre la police, les ministères publics et les cliniques psychiatriques, en particulier en relation avec l'internement et le traitement de personnes prêtes à commettre des violences</a>	Direction de la santé du canton de Zurich	Canton de Zurich
Échange d'information dans la gestion de menaces : <a href="#">règlement de la ville de Zurich</a>	Police de la ville de Zurich	Police de la ville de Zurich
Convention de collaboration entre la police et les services sociaux	Canton de Genève	Canton de Genève
<a href="#">Décret sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent</a>	Canton de Vaud	
<a href="#">Recommandations</a> du 12 avril 2018	CCDJP	CSCSP et cantons

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<a href="#">Rechtsgrundlagen Bedrohungsmanagement, Polizeigesetz</a>	Canton de Bâle-Campagne	Police cantonale

## Lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes

### M 18 : Renforcement des mesures destinées à promouvoir la citoyenneté, renforcer la démocratie et prévenir les discriminations

#### a) extrascolaire

Promotion des campagnes existantes pour soutenir la promotion de l'enfance et de la jeunesse (Kinder- & Jugendförderung wirkt) ou pour renforcer la citoyenneté	<a href="#">OKAJ Zürich</a> (plateforme notamment pour mineur-e-s et jeunes migrant-e-s ayant fui leur pays), Association faîtière suisse pour l'animation enfance et jeunesse en milieu ouvert (AFA)	Délégué-e-s cantonaux-ales à l'enfance et à la jeunesse
Savoir, comprendre, agir pour dire non à la haine	<a href="#">FDMJC Alsace</a> (coordination par la CDAS)	
Activités et projets de promotion des compétences médiatiques (p. ex. sensibilisation aux Fake News)	OFAS ( <a href="#">Plateforme Jeunes et médias</a> ): les cantons, les communes, les villes, des ONG, des privés	Enfants, jeunes, parents, enseignant-e-s, éducateur-trice-s, moniteur-trice-s, animateur-trice-s jeunesse, etc.

#### [Programme Citoyenneté](#)

Commission fédérale des migrations CFM

#### [Services de consultation et d'assistance pour la protection des enfants dans les cantons](#)

Protection de l'enfance suisse

Conception/adaptation de modules (« courage sur Internet » et « courage civil ») pour le travail de prévention (extra-) scolaire

Office de l'extrémisme et de la prévention de la violence à Winterthour

Application « [OTOP](#) » (Communauté de soutien connectée, favorisant l'entraide et la valorisation)

Association Kairos

Jeunes et jeunes adultes

Ateliers théâtre et pièce de théâtre sur le thème de la radicalisation

Association Théâtre albanais « Kurora », Nyon

Adolescent-e-s et jeunes adultes

#### b) Scolaire

[Méthode : la jeunesse débat](#) (journées de formation sur demande)

Fondation Dialogue, Association Jeunesse et Economie

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Staatsbürgerliche Projektwoche <a href="#">« Politischer Extremismus in der Schweiz »</a> (2018)	Kantonsschule Freudenberg, canton de Zurich	Étudiant-e-s
Fachstelle Demokratiebildung und Menschenrechte	Haute École Pédagogique de Saint-Gall	Personnel enseignant de l'école obligatoire
Projektwochen <a href="#">« Vielfalt als Chance »</a>	Canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures (Amt für Soziales et Amt für Volksschulen) et Fondation Kinderdorf Pestalozzi	Ecoles dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures
<b>c) Société dans son ensemble</b>		
<a href="#">Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme</a>	Commission fédérale contre le racisme CFR et l'association human-rights.ch, offices concernés	
<a href="#">Services chargés de l'intégration dans les cantons et les villes</a>	Cantons et villes	
<a href="#">Integrationsfachstelle Integres</a>	Canton de Schaffhouse	
Dans le cadre du Plan d'intégration cantonal (2018 – 2021)		
– Aktionstage gegen Rassismus (19 au 25 mars 2018)	Kantonale Integrationsförderung, angesiedelt beim Kompetenzzentrum Integration und Gleichstellung KIG, Amt für Soziales, canton de Saint-Gall	Population
– <a href="#">Beratungsstelle gegen Rassismus</a>	HEKS im Auftrag der Kantone St.Gallen und Appenzell Ausserrhoden	Personnes concernées, témoins, victimes, institutions spécialisées, etc.
– <a href="#">Integrationsförderkredit</a>	Kantonale Integrationsförderung, angesiedelt beim Kompetenzzentrum Integration und Gleichstellung KIG, Amt für Soziales, canton de Saint-Gall	Initiateurs-trices de projets
– Ansprechstelle für Religionsthemen		Communautés religieuses et population
– Material für interreligiöses Lernen		Communautés religieuses et population
<a href="#">Semaine d'actions contre le racisme 2018</a> (19 au 28 mars 2018)	Bureau de l'intégration des étrangers et de la lutte contre le racisme, canton du Jura	

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<p>Dans le cadre du Plan d'intégration cantonal (2018 – 2021)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Projektförderung soziale Integration und Teilhabe allgemein</li> <li>– Berufliche Bildung und Ausbildung für Jugendliche und junge Erwachsenen</li> <li>– Informationsmodule zu Demokratie/Menschenrechte /politische Teilhabe</li> <li>– Schutz vor Diskriminierung <a href="#">Fachstelle FABIA</a></li> </ul>	Canton de Lucerne	
<p><a href="#">Konzept</a> für ein koordiniertes Vorgehen in der Kinder-, Jugend- und Familienpolitik 2018 – 2022</p>	Departement für Erziehung und Kultur, Fachstelle für Kinder-, Jugend- und Familienfragen (KJF), canton de Thurgovie	
<p><a href="#">Ansprechstelle Integration</a></p>	Amt für Volksschulen, canton d'Uri	
<ul style="list-style-type: none"> <li>– <a href="#">Soutien financier de projets spécifiquement liés à la lutte contre le racisme</a></li> <li>– Table ronde sur le thème de la prévention de la radicalisation chez les jeunes</li> <li>– Sensibilisation et formations au sein du secteur public</li> <li>– <a href="#">Semaine d'action contre le racisme</a> (19 au 25 mars 2018)</li> <li>– <a href="#">Service de consultation pour les victimes de discrimination</a></li> </ul>	Bureau cantonal de l'intégration, canton de Vaud	
<p><a href="#">Application</a> « FIDS Report » (Signalement d'expériences de discrimination)</p>	Fédération d'organisations islamiques de Suisse (FOIS)	Population

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<b>M 19 : Interventions ciblées auprès des enfants et des jeunes dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis</b>		
<p>Projet pilote : mineur-e-s non accompagné-e-s (MNA)</p> <p>Le projet pilote porte sur le suivi par des pédagogues sociaux-ales de jeunes réfugié-e-s et de leurs besoins spécifiques, il comporte une rencontre hebdomadaire avec des référent-e-s et une structure de jour avec un encadrement ouvert 24 h sur 24.</p>	SEM	Centre pour requérant-e-s d'asile mineur-e-s en phase de projet pilote. Il incombe aux cantons d'examiner si de tels projets avec des requérant-e-s d'asile mineur-e-s doivent également être réalisés à leur échelon.
<a href="#">Programme pilote de préapprentissage d'intégration et d'encouragement précoce de la langue</a>	SEM	
Application des <a href="#">recommandations de la CDAS</a> pour le développement de la politique de l'enfance et de la jeunesse dans les cantons du 19 mai 2016 : élaboration et approbation de lois cantonales relatives à la politique de l'enfance et de la jeunesse qui définissent clairement les prestations de l'État en faveur des enfants et des jeunes, leur accès et leur financement.	CDAS	Canton – direction compétente pour la politique de l'enfance et de la jeunesse
<a href="#">Jugendprojekt Lift</a>	Secrétariat national Lift	
<a href="#">Case Management – Gestion de cas formation professionnelle</a>		Divers cantons
<a href="#">Alter Connexion</a> , projet de mentorat auprès des jeunes	Ville de Neuchâtel	Jeunes adultes, migrant-e-s
Offre de pont SEMO	Divers cantons	Divers cantons
<a href="#">Informations, ligne directe, etc pour enfants, jeunes et professionnel-le-s</a>	Alliance pour les droits des enfants de migrants	Migrant-e-s
<a href="#">Insertion et intégration professionnelle des migrants</a>	Association jurassienne d'accueil des migrants	Migrant-e-s

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<a href="#">Accueil et conseil</a>	Centre d'animation et de formation pour femmes migrantes, canton du Jura	Femmes migrantes
<a href="#">Jugend- und Familienberatungen der Zentralschweiz</a>	Cantons de Lucerne, Zoug, Nidwald, Obwald, Uri	Jeunes adultes, parents, familles
147	Tous les cantons	Jeunes adultes
<a href="#">Schulberatung für Berufsbildung und Gymnasien des Kantons Luzern</a>	Psychologische Beratungsstelle des Beratungs- und Informationszentrums für Bildung und Beruf BIZ, canton de Lucerne	Étudiant-e-s et jeunes qui fréquentent l'école, école professionnelle ou le lycée et dont le lieu de vie et de travail se trouvent à Lucerne
<a href="#">Kriseninterventionsgruppe</a>	Schulpsychologischer Dienst, canton de Saint-Gall	Étudiant-e-s
<a href="#">Kinder- und Jugendnotruf</a>	Kinderschutzzentrum Saint-Gall	Enfants et jeunes
Hilfe für Notsituationen	Amt für Soziales, canton de Saint-Gall	
<a href="#">Paar-, Familien-, Jugendberatung</a>	Perspective Thurgau	
<a href="#">Case Management Berufsbildung (CMBB)</a>	Amt für Berufsbildung und Berufsberatung, canton Thurgovie	Adolescent-e-s et jeunes adultes de 14 à 24 ans
<a href="#">Zentrale Beistandschaft für UMA</a>	Peregrina-Stiftung, Thurgovie	Mineur-e-s non accompagné-e-s
<a href="#">Schulischen Kriseninterventionsteam (SKIT)</a>	Amt für Volksschule, canton Thurgovie	
Cellule d'information et communication Meyrin (CICOM)	Ville de Meyrin	Population 14 – 40 ans
<b>M 20: Empêchement de la radicalisation, en particulier via Internet par des contre-discours ou des discours alternatifs</b>		
<a href="#">Winfluence</a>	OFAS et Jugendinfo Winterthour	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s) de 16 à 30 ans
<a href="#">PositivIslam</a>	OFAS et CSIS	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s) de 16 à 30 ans

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<a href="#">SwissMuslimStories</a>	OFAS et Association Ummah (Muslimische Jugend Schweiz)	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s) de 16 à 30 ans
<a href="#">KnowIslam</a>	OFAS et Dialoginstitut, Institut für interkulturelle Zusammenarbeit und Dialog	Jeunes et jeunes adultes (musulman-e-s et non musulman-e-s) de 16 à 30 ans

## Désengagement et réintégration

### M 21: Mesures favorisant le désengagement et la réintégration

#### a) Catalogue référentiel des mesures pour le désengagement / réintégration dans une approche interdisciplinaire

*Manuel du RAN/RSR  
« Interventions destinées aux personnes qui rentrent dans leur pays d'origine: les combattants terroristes étrangers et leur famille »*

*Radicalisation Awareness Network/Réseau de sensibilisation à la radicalisation*

Élaboration d'un catalogue référentiel des mesures pour le désengagement / réintégration dans une approche interdisciplinaire

Pool d'experts (M24)

Autorités et autres structures concernées

[Recommandations](#)  
du 12 avril 2018

CCDJP

CSCSP et cantons

#### b) Mesures de désengagement pour enfants et adolescents

Élaboration d'un catalogue référentiel des mesures pour le désengagement / réintégration dans une approche interdisciplinaire

Pool d'experts (M24)

Autorités et autres structures concernées

### M 22: Autorité compétente pour la prise en charge des personnes radicalisées hors procédure pénale et exécution des peines

—

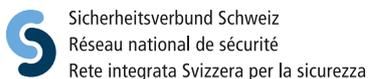
Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
<b>M 23 : Soutien aux professionnels pour l'accompagnement des familles et des proches des personnes radicalisées</b>		
Élaboration d'un modèle de protocole opérationnel	CDAS en collaboration avec COPMA	Services cantonaux de protection de l'enfant et de l'action sociale, Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte
Conseil et point de contact	Groupe d'intervention des écoles en cas de crise (Kriseinterventionsgruppe der Schaffhauser Schulen) avec le soutien professionnel de la structure spécialisée pour les questions d'extrémisme et de violence (BEGS), Canton de Schaffhouse	Service social et service psychologique scolaires
<b>M 24 : Constitution d'un pool d'experts en désengagement et réintégration sur le plan national</b>		
Pool d'experts en désengagement et réintégration sur le plan national	RNS	Autorités
<b>Collaboration internationale</b>		
<b>M 25 : Échange international d'informations et d'expériences</b>		
Engagement de la Suisse au niveau multilatéral et promotion de sa politique de respect des droits de l'homme et de l'état de droit dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent	<i>Organisation des Nations Unies</i>	Confédération : la Suisse en est membre.
	<i><a href="#">Global Counterterrorism Forum (GCTF)</a></i>	Confédération : la Suisse en est membre.
	<i><a href="#">Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)</a></i>	Confédération : la Suisse en est membre.

Instrument	Prestataire	Utilisateur-trice-s
Échange direct d'expériences et d'informations entre autorités locales de différents pays et villes	<a href="#"><i>Strong Cities Network (SCN)</i></a>	Ville de Berne
	<a href="#"><i>European Foundation for Democracy (Fondation européenne pour la démocratie, site en anglais seulement)</i></a>	Ville de Zurich
	<a href="#"><i>Radicalization Awareness Network der EU (RAN) (en anglais)</i></a>	Ville de Berne (Amt für Erwachsenen- und Kinderschutz), ville de Winterthur (Prävention und Suchthilfe). La Suisse ne fait pas formellement partie du RAN. Des experts suisses peuvent cependant participer aux activités des divers groupes de travail. Ils doivent alors d'eux-mêmes s'annoncer auprès des responsables du RAN.
	<a href="#"><i>European Forum for Urban Security</i></a>	Prévention Suisse de la criminalité

#### M 26 : Engagement de la politique extérieure pour empêcher l'extrémisme violent

Accent mis sur la lutte contre l'extrémisme violent dans l'engagement pour la paix et le développement, dans le <a href="#">message sur la collaboration internationale de la Suisse 2017–2020</a>	DFAE
--	------

## 7.2 Enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN) – formulaire



### Enquête sur la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN) – Informations sur votre instrument/projet/programme

#### Informations générales

Nom de l'instrument/projet/programme	
Brève description	
Est-ce que l'instrument/projet/programme est-il basé sur le PAN ou mis en œuvre dans le cadre du PAN?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Si oui, quelle mesure du PAN <sup>1</sup> l'instrument/projet/programme concerne-t-il?	
Organisation dans le temps ( <i>date de début et de fin, fréquence, durée, etc.</i> )	

#### Responsabilité politique (organisation, autorité, organe, etc.)

Nom			
Rue		Case postale	
NPA		Lieu	
Canton		Téléphone	
E-mail		Site Internet	

*En cas de mesures interdisciplinaires, il peut s'agir de plusieurs organisations, autorités, organes, etc.*

Nom			
Rue		Case postale	
NPA		Lieu	
Canton		Téléphone	
E-mail		Site Internet	

#### Responsable de la mise en œuvre opérationnelle

Prénom		Nom	
Fonction		Portable	

<sup>1</sup> Le PAN comprend un total de 26 mesures, cf. <https://www.svs.admin.ch/fr/dokumentation.html>

Téléphone		E-mail	
-----------	--	--------	--

Nom de l'organisation, autorité, organe, etc.			
Rue		Case postale	
NPA		Lieu	
Canton		Site Internet	

### Ressources (CHF et taux de travail)

Ressources investies (interne et externes) :		
CHF		
Taux de travail		
Veuillez s'il-vous-plait détailler les apports financiers:		
<input type="checkbox"/> interne <input type="checkbox"/> externe	Nom de l'organisation/institution	CHF
<input type="checkbox"/> interne <input type="checkbox"/> externe	Nom de l'organisation/institution	CHF
<input type="checkbox"/> interne <input type="checkbox"/> externe	Nom de l'organisation/institution	CHF
Avez-vous bénéficié d'une aide financière dans le cadre du Programme d'impulsion <sup>2</sup> ?		
<input type="checkbox"/> Oui, d'un montant de CHF	<input type="checkbox"/> Non	

### Groupe cible

Quels sont/ont été les bénéficiaires de l'instrument/projet/programme ?	
<i>Veuillez s'il-vous-plait, dans la mesure du possible, répondre à ces questions:</i>	
Quel est le nombre d'hommes ayant bénéficié de l'instrument/projet/programme?	
Quel est le nombre de femmes ayant bénéficié de l'instrument/projet/programme?	

Nom, Prénom:

Lieu

Date:

Veuillez envoyer le formulaire dûment rempli par e-mail ([Regula.Zwygart@gs-vbs.admin.ch](mailto:Regula.Zwygart@gs-vbs.admin.ch)).

<sup>2</sup> Grâce au Programme d'impulsion limité à cinq ans (mesure n°17 du PAN), la Confédération aura la possibilité de soutenir financièrement de nouveaux projets découlant de la mise en œuvre des mesures du PAN, comme ceux existants déjà, initialisés par les échelons cantonaux et communaux ainsi que par la société civile.

## **Impressum**

Herausgeber Réseau national de sécurité RNS  
Premedia Centre des médias électroniques CME (80.117.04 f)  
Copyright Réseau national de sécurité RNS

